

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 28 juillet 2014 (5^{ème} séance)

Délibération n° COM 2014-07-05/70

OBJET : Détermination du lieu de la prochaine réunion

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit juillet à 19 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre, dûment convoqué, s'est réuni, à la Mairie de Morne-à-L'Eau, sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

PRESENTS (27) :

Mme ALPHONSE Epse TANCONS, M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. BARDAIL Jean, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. EDWIGE Yorick, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, M. HUBERT Jean-Marie, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, M. LOMBION Jean-Claude, Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION (3) :

M. BERNARD Jean-Luc à M. ARTHEIN Victor
M. DARTRON Jean à M. BARDAIL Jean
M. ROUX Harry à M. HILL Joseph

CONSEILLER COMMUNAUTAIRE EXCUSE (1):

Mme GUILLAUME Stella

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS (5) :

M. DULAC Daniel, M. HERMIN Georges, Mme MANETTE Sandra, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz

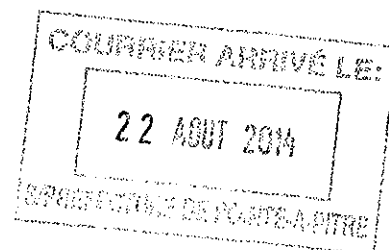
A été élue secrétaire de séance : Mme SERMANSON Sylvia

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article L. 5211-11 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;



Considérant que l'article L. 5211-11 du CGCT dispose que :

« L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale se réunit au moins une fois par trimestre ou, pour les syndicats formés en vue d'une seule œuvre ou d'un seul service d'intérêt intercommunal, une fois par semestre. A cette fin, le président convoque les membres de l'organe délibérant. L'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres. Sur la demande de cinq membres ou du président, l'organe délibérant peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos ».

Considérant que les séances du Conseil Communautaire doivent être organisées au siège de la Communauté d'Agglomération ou dans un lieu choisi par le conseil, dans l'une des Communes membres.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité,

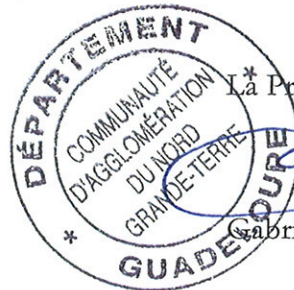
DECIDE

ARTICLE 1 : Que la prochaine séance du conseil communautaire se tiendra à la mairie du Moule.

ARTICLE 2 : La Présidente et le Directeur Général de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la mise en œuvre de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,



La Présidente,

Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, de Le Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.